

Date : _____

Nom et adresse du syndicat : _____
NOM

NUMÉRO RUE APPARTEMENT VILLE PROVINCE CODE POSTAL

Dans le cadre de l'exécution du contrat de courtage CCD- [] relatif à l'immeuble identifié ci-dessous, pourriez-vous transmettre les renseignements suivants, au meilleur de votre connaissance, ainsi que fournir, le cas échéant, le ou les documents requis à :

NOM DU COURTIER IMMOBILIER ET ADRESSE DE L'AGENCE, LE CAS ÉCHÉANT

1. IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE DÉTENU EN COPROPRIÉTÉ DIVISE

Adresse de l'immeuble :

NUMÉRO RUE VILLE PROVINCE CODE POSTAL

Nom du ou des propriétaires : _____

2. AUTORISATION DU OU DES PROPRIÉTAIRES

Nous autorisons le syndicat à divulguer à _____
NOM DE L'AGENCE OU DU COURTIER AGISSANT À SON COMPTE

ou, le cas échéant, à son représentant, tous les renseignements relatifs à l'immeuble identifié ci-dessus.

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE 1

SIGNATURE DU PROPRIÉTAIRE 2

3. RENSEIGNEMENTS À FOURNIR

3.1 Quel est le montant des charges communes mensuelles afférentes à chacune des fractions vendues ? _____ \$

3.2 Quelle est la date à laquelle les dernières charges communes ont été payées et quelle est la période couverte par ce paiement ?
DATE PÉRIODE COUVERTE

3.3 Existe-t-il des arriérages de charges mensuelles affectant la ou les fractions qui font l'objet de la vente ? non oui
Si oui, quel est le montant de ces arriérages ? _____ \$
Si oui, ces arriérages portent-ils intérêt ? non oui
Si oui, à quel taux ? _____ %

3.4 Existe-t-il des cotisations qui ont été votées et qui ne sont pas encore exigibles ou de telles cotisations sont-elles à prévoir ? non oui
Si oui, quel est le montant de ces cotisations ? _____ \$
Si oui, quelle est leur date d'exigibilité ? _____ DATE

3.5 Quel est le montant accumulé dans le fonds de prévoyance ? _____ \$ en date du _____ DATE

3.6 L'exercice en cours laisse-t-il prévoir un déficit d'opération pour l'année financière courante ? non oui
Si oui, fournir les explications : _____

- 3.7 Un surplus pour la même période est-il prévu ? non oui
- 3.8 Le syndicat a-t-il connaissance d'une procédure judiciaire, de médiation ou d'arbitrage actuellement pendante, ou d'une mise en demeure, contre le syndicat, ou par lui contre un tiers ou un copropriétaire ? non oui

Si oui, fournir les explications: _____

- 3.9 Un jugement a-t-il été rendu contre le syndicat qui serait en attente d'exécution ? non oui
- 3.10 Le syndicat a-t-il été dûment immatriculé ? non oui
 Si oui, indiquez le n° d'entreprise du Québec (NEQ): _____
- 3.11 Existe-t-il une police d'assurance contre les risques usuels contractée par le syndicat ? non oui
 Le cas échéant, fournir une copie de la police d'assurance.
- 3.12 Existe-t-il des indemnités d'assurance payables à la ou aux fractions qui font l'objet de la vente ? non oui
- 3.13 Le propriétaire de la fraction résidentielle qui fait l'objet de la vente doit-il payer à la copropriété des frais additionnels pour une partie commune dont il a l'usage exclusif ? non oui
- 3.14 Le syndicat a-t-il transmis un avis ou est-il sur le point de transmettre au vendeur un avis de contravention à la déclaration de copropriété qui pourrait avoir des répercussions pour l'acheteur ? non oui
- 3.15 Le vendeur a-t-il, à la connaissance du syndicat, effectué des travaux dans sa partie privative qui affectent les parties communes et pour lesquels une autorisation aurait dû lui être donnée ? non oui
- 3.16 Y a-t-il, à la connaissance du syndicat, un facteur se rapportant à l'immeuble susceptible, de façon significative, d'en diminuer la valeur ou d'en augmenter les dépenses ? non oui
- 3.17 Y a-t-il, à la connaissance du syndicat, des règlements adoptés ou qui pourraient l'être et consignés au registre de la copropriété en outre des dispositions de la déclaration de copropriété ? non oui
- 3.18 L'assemblée des copropriétaires a-t-elle pris, au cours des deux dernières années, des décisions extraordinaires relativement à des travaux de transformation, d'agrandissement ou d'amélioration des parties communes ? non oui
- 3.19 La valeur de remplacement de l'immeuble, incluant les parties communes et privatives, à l'exception des améliorations locatives apportées par les copropriétaires, a-t-elle été établie ou attestée par un professionnel compétent ? non oui

3.20 Autres: _____

4. SIGNATURES

 SIGNATURE DE LA PERSONNE AUTORISÉE PAR LE SYNDICAT

 DATE

 NOM EN MAJUSCULES